

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 41.878/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Simplification administrative, adjoint au Premier Ministre, le 8 décembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "transformant le règlement général sur les taxes assimilées au timbre en arrêté d'exécution du Code des droits et taxes divers, abrogeant l'arrêté du Régent relatif à l'exécution du Code des droits de timbre et portant diverses autres modifications à des arrêtés d'exécution", a donné le 14 décembre 2006 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"De regering verzoekt de Raad van State, afdeling wetgeving, haar advies te verlenen binnen een termijn van 5 dagen. Dit verzoek tot hoogdringendheid wordt ingegeven door de bezorgdheid van de regering om deze nieuwe regeling integraal in werking te kunnen laten treden op 01 januari 2007. De inwerkingtreding van het koninklijk besluit dat u ter advies wordt voorgelegd, en bijgevolg de wet, bij het begin van een nieuw kalenderjaar is belangrijk voor onder meer de notarissen, gerechtsdeurwaarders en hypotheekbewaarders, aangezien deze datum samenvalt met het begin van een nieuw boekhoudkundig jaar.

De overgang van een fiscaal stelsel waarbij de belasting gevestigd wordt naargelang het aantal gebruikte bladen gezegeld papier, naar een globaal forfaitair stelsel stelt op deze wijze geen problemen voor de boekhoudkundige verwerking van de fiscale ontvangsten.

Ook voor de gemeenten is vanaf 1 januari 2007 de afschaffing van het federale zegelrecht op hun documenten een grote vereenvoudiging.

Indien het koninklijk besluit echter pas na 1 januari 2007 zou kunnen worden gepubliceerd, zou er een ongewenst retroactief effect kunnen optreden, dewelke aanleiding zou geven tot ergernis bij de burgers en een verhoogde administratieve werklast voor de registratiekantoren van de FOD Financiën".

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

.../...

Observation préliminaire

Compte tenu du délai imparti, de l'ampleur du projet et du nombre de demandes d'avis qui lui sont soumises, le Conseil d'État n'a pas procédé à un examen approfondi du présent projet, notamment en ce qui concerne la pertinence des multiples fondements légaux invoqués et le caractère exhaustif des diverses modifications apportées dans les réglementations qui se réfèrent aux droits de timbre.

Formalité préalable

Les articles 91 et 92 du projet visent à modifier l'arrêté royal du 11 octobre 2000 relatif à l'octroi des autorisations individuelles couvrant l'établissement d'installations de production d'électricité. En vertu de l'article 4, paragraphe 3, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, l'arrêté en projet, ou du moins ses articles 91 et 92, ne pourront être adoptés qu'après avoir été soumis à l'avis de la commission de régulation de l'électricité instituée par l'article 23 de la loi précitée.

Examen du projet

Préambule

1. Les intitulés de plusieurs des textes normatifs cités dans le préambule sont imprécis ou inexacts. Tel est notamment le cas des intitulés des deuxième, dixième, dix-neuvième, vingt-quatrième, vingt-cinquième, vingt-huitième et quarante-deuxième référants figurant dans la version française. Ces intitulés devront être rectifiés.

Lorsque les textes en cause sont cités avec leur intitulé dans les dispositions du texte en projet, il conviendra également de rectifier ces intitulés.

2. Le huitième référant devra être rédigé comme suit :

"Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 30, modifié par la loi du 17 octobre 1990 et par la loi du 15 septembre 2006;"

3. Au onzième référant, il est préférable de viser l'article 71 de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention dans son intégralité, et non le seul paragraphe 2 de cette disposition.

4. Au quinzième référant, dans la version française, il faut remplacer "1990" par "1992".

5. Le vingt-septième référant serait mieux rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal n° 41 du 30 janvier 1987 fixant le montant des amendes fiscales proportionnelles en matière de taxe sur la valeur ajoutée, notamment le tableau A, Division I, II, alinéa 3, annexé à celui-ci".

6. Après la mention de l'avis de l'inspecteur des finances et de l'accord du Ministre du Budget, il conviendra de mentionner l'avis de la commission de régulation de l'électricité (voir l'observation relative à la formalité préalable).

7. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que, pour satisfaire à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la motivation de l'urgence mentionnée dans la demande d'avis doit être reproduite, de manière identique, dans le préambule de l'arrêté projeté. Il convient, dès lors, de reproduire dans le préambule la motivation de l'urgence telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir, en ce sens, l'avis 37.861/4, donné le 8 décembre 2004 sur un projet devenu l'arrêté royal du 22 décembre 2004 fixant les modalités du transfert de certains membres du personnel de la SNCB Holding au Service public fédéral Mobilité et Transports ainsi que de leur mise sous son autorité.

Dispositif

Intitulé des chapitres

La plupart des chapitres sont intitulés "Modifications à la législation concernant ...". Le texte en projet étant un arrêté et non une loi, il ne peut cependant avoir pour effet de modifier la législation.

Il est, dès lors, suggéré de remplacer les intitulés des chapitres II à IX, respectivement par : "Mobilité et Transport", "Intérieur", "Agriculture et Classes Moyennes", "Environnement", "Justice", "Économie", "Fiscalité", "Services postaux".

Article 1^{er}

Dans la phrase liminaire de l'article 1^{er}, le texte visé devra être cité par son intitulé exact, à savoir "arrêté royal du 3 mars 1927 portant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre".

La même modification devra être apportée aux articles 23, 24, 27, 30, 32, 34, 36, 39 et 58.

Dans les articles 2, 4, 6, 9, 16 et 19, les mots "du même règlement" doivent être remplacés par les mots "du même arrêté".

Le texte néerlandais du nouvel intitulé en projet serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3

L'article 1^{er} en projet du nouvel arrêté d'exécution du Code des taxes et droits divers désigne les bureaux d'enregistrement compétents pour percevoir le droit prévu aux articles 3 à 9 du Code. Le Conseil d'État s'interroge sur la raison pour laquelle aucun bureau n'est désigné pour percevoir le droit dû en vertu de l'article 10 du Code.

.../...

Article 12

À l'article 7 en projet, il est fait référence à l'article 4 en projet qui ne comporte pas de 3°. Le Conseil d'État se demande s'il ne convient pas de viser les articles 5, 4° et 6, 3° (voir article 8 du projet).

Article 13

Dans la première phrase projetée, il n'est pas précisé dans quel délai une déclaration relative à des erreurs ou omissions peut être introduite. L'auteur du projet est invité à vérifier si l'absence d'indication d'un délai est volontaire.

Dans la deuxième phrase, le mot "immédiatement" est imprécis et devra être remplacé par une formulation plus précise.

Article 15

Les amendes administratives sont fixées par les articles 13 à 17 du Code des taxes et droits divers. Celui-ci ne prévoit pas d'habilitation au Roi pour fixer des amendes complémentaires.

L'article 15 doit, dès lors, être omis.

Article 17

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'État n'aperçoit pas la base légale permettant au Roi de fixer un délai de prescription pour le remboursement des droits et de déroger à la loi du 6 février 1970 relative à la prescription de créances à charge ou au profit de l'État et des provinces.

Article 18

Dans l'article 12 en projet, il convient de remplacer les mots "l'impôt" par les mots "le droit".

Article 19

Au lieu d'écrire "du présent projet d'arrêté royal", il conviendra d'écrire "du présent arrêté". La même observation vaut pour les articles 23, 40, 42, 45, 51 et 53.

Article 21

1. À l'alinéa 2 de la disposition projetée, au lieu d'écrire "feuilles de papier timbré utilisés pour la rédaction ...", mieux vaut écrire "feuilles de papier timbré non utilisées destinées à la rédaction ...".

2. Dans le même alinéa, les termes "Le receveur détermine" devraient être remplacés par les termes "Le receveur constate".

À l'alinéa 3 de la même disposition, il conviendra de remplacer le mot "déviations" par le mot "dérogations".

Article 62

La rédaction de la version française de l'alinéa 2 de la disposition projetée devra être améliorée.

Articles 71 et 72

L'article 71 en projet se réfère au droit prévu "à l'article précédent", à savoir l'article 70 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État.

Cet article a cependant été implicitement abrogé par les paragraphes 3 à 9 nouveaux de l'article 30 des lois coordonnées sur le Conseil d'État, entrés en vigueur le 1^{er} décembre 2006 ⁽²⁾.

Plus fondamentalement, la section de législation du Conseil d'État a été récemment saisie d'un projet d'amendement à l'avant-projet de loi portant des dispositions diverses urgentes (I) tendant à remplacer dans les lois coordonnées sur le Conseil d'État, telles que modifiées par la loi du 15 septembre 2006, précitée, les mots "droit de timbre" par le mot "droit" ⁽³⁾.

Dans son avis 41.738/4, donné le 29 novembre 2006 sur ce projet d'amendement, la section de législation du Conseil d'État a fait observer :

"En outre, l'abrogation du Code des droits de timbre prévue par un avant-projet de loi «instaurant le Code des droits et taxes divers suite à l'abrogation du Code des droits de timbre et la modification du Code des taxes assimilées au timbre et les articles de loi qui en renvoient au Code civil, le Code judiciaire, le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, la loi portant création d'une Banque-carrefour des entreprises et la loi relative à certains actes de l'état civil dressés en dehors du Royaume», avant-projet qui a fait l'objet de l'avis 41.194/2 de la section de législation du Conseil d'État donné le 25 septembre 2006, ne crée pas davantage de risque de confusion, le législateur étant toujours libre d'adopter, pour ce qui concerne les lois coordonnées sur le Conseil d'État, un régime fiscal distinct".

⁽²⁾ Articles 17, 7° et 243, de la loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d'État et créant un conseil du contentieux des étrangers.

⁽³⁾ Dans la justification de cet amendement, il a été fait référence à la suppression prochaine du Code des droits de timbre et à la circonstance que le droit à percevoir par le Conseil d'État est un droit commun qui sera perçu par une rétribution (voir "exposé des motifs" et "motivation de l'extrême urgence").

L'amendement envisagé n'a pas été déposé à la suite de cet avis. Il en résulte que les modifications aux divers règlements de procédure devant le Conseil d'État que prévoient les articles 71 et 72 du projet examiné n'ont pas leur place dans ledit projet et que les modalités de perception des droits devant le Conseil d'État doivent faire l'objet d'un arrêté royal distinct délibéré au Conseil des ministres en application de l'article 30, § 9, nouveau, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Article 73

À l'alinéa 1^{er} de la disposition envisagée, les mots "est sollicité" seront chaque fois remplacés par les mots "est dû".

Article 74

Au lieu de "est encaissé aux façons décrites", on écrira "est acquitté selon les modalités prévues".

Article 82

Il vaut mieux remplacer le mot "rétribution" par le mot "redevance" ou "droit".

La même remarque vaut également pour les articles 83 et 91.

Articles 82 et 83

Il convient de vérifier si les arrêtés visés par ces dispositions ne sont pas en voie de modification ou d'abrogation par un éventuel arrêté d'exécution de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes ⁽⁴⁾.

Article 98

1. L'arrêté royal en projet vise à exécuter la loi du ... transformant le Code des taxes assimilées au timbre en Code des droits et taxes divers, abrogeant le Code des droits de timbre et portant diverses autres modifications législatives.

Au moment de la saisine du Conseil d'État, à savoir le 8 décembre 2006, la loi constituant le fondement juridique du projet examiné n'existait encore qu'à l'état de projet adopté par la Chambre des représentants et transmis au Sénat ⁽⁵⁾.

Il ressort de la demande d'avis que le Sénat n'a pas usé de son droit d'évocation concernant ce projet ⁽⁶⁾.

Le projet soumis à l'examen ne pourra donc être adopté avant la promulgation de la loi précitée ⁽⁷⁾.

⁽⁴⁾ Voir à ce sujet l'avis 41.204/2/V, donné le 6 septembre 2006 sur un projet d'arrêté royal exécutant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes.

⁽⁵⁾ Voir Doc. parl., Chambre, session 2006-2007, DOC 51 2743/004.

⁽⁶⁾ La demande d'avis mentionne à cet égard ce qui suit:
"Deze wet werd op 30 november jl. in plenaire zitting van de Kamer van Volksvertegenwoordigers goedgekeurd (Kamer doc. 51 2743/001 e. v.) en ter evocatie verzonden aan de Senaat. Het ontwerp, waarvan de evocatietermijn verviel op 06 december jl., werd niet geëvoceerd."

⁽⁷⁾ Voir dans le même sens l'avis 37.831/2 donné le 22 décembre 2004 sur un projet devenu l'arrêté royal du 20 janvier 2005 modifiant l'AR/CIR 92 en matière de précompte immobilier sur les revenus payés ou attribués en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers.

2. Sous réserve de l'observation qui précède, l'article 98 sera rédigé comme suit :

"Art. 98. La loi transformant le Code des taxes assimilées au timbre en Code des droits et taxes divers, abrogeant le Code des droits de timbre et portant diverses autres modifications législatives, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007, à l'exception des articles 66, 67, 68 et 70, qui entrent en vigueur le 1^{er} février 2007."

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.878/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 december 2006 door de Staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot omvorming van de algemene verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen tot het uitvoeringsbesluit van het Wetboek diverse rechten en taksen, tot opheffing van het besluit van de Regent tot uitvoering van het Wetboek der zegelrechten en houdende verscheidene andere wijzigingen aan uitvoeringsbesluiten", heeft op 14 december 2006 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"De regering verzoekt de Raad van State, afdeling wetgeving, haar advies te verlenen binnen een termijn van 5 dagen. Dit verzoek tot hoogdringendheid wordt ingegeven door de bezorgdheid van de regering om deze nieuwe regeling integraal in werking te kunnen laten treden op 01 januari 2007. De inwerkingtreding van het koninklijk besluit dat u ter advies wordt voorgelegd, en bijgevolg de wet, bij het begin van een nieuw kalenderjaar is belangrijk voor onder meer de notarissen, gerechtsdeurwaarders en hypotheekbewaarders, aangezien deze datum samenvalt met het begin van een nieuw boekhoudkundig jaar.

De overgang van een fiscaal stelsel waarbij de belasting gevestigd wordt naargelang het aantal gebruikte bladen gezegeld papier, naar een globaal forfaitair stelsel stelt op deze wijze geen problemen voor de boekhoudkundige verwerking van de fiscale ontvangsten.

Ook voor de gemeenten is vanaf 1 januari 2007 de afschaffing van het federale zegelrecht op hun documenten een grote vereenvoudiging.

Indien het koninklijk besluit echter pas na 1 januari 2007 zou kunnen worden gepubliceerd, zou er een ongewenst retroactief effect kunnen optreden, dewelke aanleiding zou geven tot ergernis bij de burgers en een verhoogde administratieve werklast voor de registratiekantoren van de FOD Financiën".

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

.../...

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerking

Gelet op de toegemeten termijn, de omvang van het ontwerp en het aantal adviesaanvragen dat aan de Raad van State wordt voorgelegd, heeft deze het ontwerp niet grondig onderzocht, inzonderheid uit het oogpunt van de gegrondheid van de talrijke aangevoerde rechtsgronden en de exhaustieve aard van de onderscheiden wijzigingen aangebracht in regelingen waarin naar de zegelrechten wordt verwezen.

Voorafgaand vormvereiste

De artikelen 91 en 92 van het ontwerp beogen de wijziging van het koninklijk besluit van 11 oktober 2000 betreffende de toekenning van individuele vergunningen voor de bouw van installaties voor de productie van elektriciteit. Krachtens artikel 4, § 3, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt kan het ontwerpbesluit, of althans de artikelen 91 en 92 ervan, eerst worden aangenomen nadat om het advies is verzocht van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit, ingesteld bij artikel 23 van die wet.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

1. De opschriften van een aantal normatieve teksten aangehaald in de aanhef zijn onnauwkeurig of onjuist. Dat is onder meer het geval met de opschriften vermeld in het tweede, het tiende, het negentiende, het vierentwintigste, het vijfentwintigste, het achtentwintigste en het tweeënveertigste lid van de Franse lezing. Die opschriften moeten worden gecorrigeerd.

Die opschriften moeten eveneens worden gecorrigeerd wanneer de desbetreffende regelingen met het opschrift ervan vermeld worden in de bepalingen van de ontwerptekst.

2. Het achtste lid moet als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 30, gewijzigd bij de wet van 17 oktober 1990 en bij de wet van 15 september 2006;"

3. Het is verkieslijk om in het elfde lid te verwijzen naar artikel 71 van de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien in zijn geheel, veeleer dan naar de enkele paragraaf 2 van dat artikel.

4. In de Franse lezing van het vijftiende lid schrijve men "1992" in plaats van "1990".

5. Het zou beter zijn het zevenentwintigste lid als volgt te redigeren :

"Gelet op koninklijk besluit nr. 41 van 30 januari 1987 tot vaststelling van het bedrag van de proportionele fiscale geldboeten op het stuk van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op tabel A, eerste afdeling, II, derde lid, gevoegd bij dat besluit;"

6. Na de vermelding van het advies van de inspecteur van financiën en van de akkoordbevinding van de Minister van Begroting moet het advies van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit (zie de opmerking betreffende het voorafgaande vormvereiste) worden vermeld.

.../...

7. De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat overeenkomstig artikel 84, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State de motivering van het spoedeisend karakter, die in de adviesaanvraag wordt opgegeven, op identieke wijze in de aanhef van het ontwerpbesluit moet worden overgenomen. Bijgevolg moet in de aanhef de motivering van het spoedeisend karakter worden overgenomen zoals ze voorkomt in de brief met de adviesaanvraag ⁽¹⁾.

Dispositief

Opschrift van de hoofdstukken

De meeste hoofdstukken hebben als opschrift "Wijzigingen van de wetgeving inzake ...". Vermits de ontwerp tekst een besluit is, en niet een wet, kan hij echter niet leiden tot een wijziging van de wetgeving.

Derhalve wordt voorgesteld de opschriften van de hoofdstukken II tot IX te vervangen door respectievelijk "Mobiliteit en Vervoer", "Binnenlandse Zaken", "Landbouw en Middenstand", "Leefmilieu", "Justitie", "Economie", "Fiscaliteit" en "Postdiensten".

Artikel 1

In de inleidende zin van artikel 1 moet de tekst waarnaar verwezen wordt met het exacte opschrift worden vermeld, te weten het "koninklijk besluit van 3 maart 1927 houdende de algemene verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen".

Dezelfde wijziging moet eveneens aangebracht worden in de artikelen 23, 24, 27, 30, 32, 34, 36, 39 en 58.

⁽¹⁾ Zie in die zin advies 37.861/4, dat op 8 december 2004 is verstrekt over een ontwerp dat is geworden het koninklijk besluit van 22 december 2004 tot vaststelling van de modaliteiten van overplaatsing van een aantal personeelsleden van de NMBS Holding naar de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer alsook van de manier waarop die onder haar gezag worden gebracht.

In de artikelen 2, 4, 6, 9, 16 en 19 moeten de woorden "van hetzelfde uitvoeringsbesluit" vervangen worden door de woorden "van hetzelfde besluit".

Het nieuw ontworpen opschrift zou beter als volgt luiden : "Besluit houdende uitvoering van ...".

Artikel 3

Het ontworpen artikel 1 van het nieuwe besluit houdende uitvoering van het Wetboek diverse rechten en taksen bepaalt welke registratiekantoren bevoegd zijn om het recht bedoeld in de artikelen 3 tot 9 van het Wetboek te innen. De Raad van State vraagt zich af waarom geen enkel kantoor wordt aangewezen voor de inning van het recht verschuldigd krachtens artikel 10 van het Wetboek.

Artikel 12

In het ontworpen artikel 7 wordt verwezen naar het ontworpen artikel 4, dat geen punt 3° bevat. De Raad van State vraagt zich af of niet hoeft te worden verwezen naar de artikelen 5, 4°, en 6, 3° (zie artikel 8 van het ontwerp).

Artikel 13

In de eerste zin van de ontworpen bepaling wordt niet gepreciseerd binnen welke termijn de aangifte betreffende vergissingen of verzuimen kan worden ingediend. De steller van het ontwerp wordt verzocht na te gaan of de niet-vermelding van een termijn gewild is.

Het woord "onmiddellijk" in de tweede zin is onnauwkeurig en moet worden vervangen door een preciezere formulering.

Artikel 15

De administratieve boetes worden vastgesteld bij de artikelen 13 tot 17 van het Wetboek diverse rechten en taksen. Dit Wetboek bevat geen machtiging voor de Koning om extra boetes vast te stellen.

Artikel 15 moet bijgevolg vervallen.

Artikel 17

De Raad van State heeft binnen de korte termijn die hem is toegemeten niet kunnen vaststellen welke rechtsgrond de Koning machtigt een verjaringstermijn vast te stellen voor de terugbetaling van de rechten en af te wijken van de wet van 6 februari 1970 betreffende de verjaring van schuldvorderingen ten laste of ten voordele van de Staat en de provinciën.

Artikel 18

In het ontworpen artikel 12 vervange men de woorden "de belasting" door de woorden "het recht".

Artikel 19

Men vervange de woorden "van dit ontwerp van koninklijk besluit" door de woorden "van dit besluit". Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 23, 40, 42, 45, 51 en 53.

Artikel 21

1. In het tweede lid van de ontworpen bepaling schrijve men "ongebruikte vellen gezegeld papier bestemd voor het opmaken van ..." in plaats van "vellen gezegeld papier gebruikt voor het opmaken van ...".

2. In de Franse lezing van hetzelfde lid moeten de woorden "Le receveur détermine" vervangen worden door de woorden "Le receveur constate".

In de Franse lezing van het derde lid van dezelfde bepaling vervange men het woord "déviation" door het woord "dérogation".

Artikel 62

De redactie van de Franse lezing van het tweede lid van de ontworpen bepaling moet worden verbeterd.

Artikelen 71 en 72

Het ontworpen artikel 71 verwijst naar het recht "bepaald in voorgaand artikel", te weten in artikel 70 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling Administratie van de Raad van State.

Dat artikel is echter impliciet opgeheven bij de nieuwe paragrafen 3 tot 9 van artikel 30 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, die in werking getreden zijn op 1 december 2006 ⁽²⁾.

⁽²⁾ De artikelen 17, 7°, en 243 van de wet van 15 september 2006 tot hervorming van de Raad van State en tot oprichting van een Raad voor Vreemdelingenbetwistingen.

Een fundamentele opmerking is dat onlangs aan de afdeling wetgeving van de Raad van State een ontwerp van amendement is voorgelegd op het voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen (I) waarbij voorgesteld wordt in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals deze zijn gewijzigd bij de voornoemde wet van 15 september 2006, het woord "zegelrecht" te vervangen door het woord "recht" ⁽³⁾.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in haar advies 41.738/4, dat op 29 november 2006 verstrekt is omtrent dat ontwerp van amendement, het volgende opgemerkt :

"Bovendien doet de opheffing van het Wetboek der Zegelrechten, waarin wordt voorzien bij een voorontwerp van wet "tot invoering van het Wetboek diverse rechten en taksen ingevolge de opheffing van het Wetboek der zegelrechten en de wijziging van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, en de wetsartikelen die daarnaar verwijzen in het Burgerlijk Wetboek, het Gerechtelijk Wetboek, het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, de wet tot oprichting van een Kruispuntbank voor ondernemingen en de wet betreffende sommige buiten het Rijk opgemaakte akten van burgerlijke stand", over welk voorontwerp de afdeling wetgeving van de Raad van State op 25 september 2006 advies 41.194/2 heeft uitgebracht, evenmin verwarring ontstaan, daar de wetgever steeds vrij is om, wat de gecoördineerde wetten op de Raad van State betreft, een afzonderlijk fiscaal stelsel in te voeren."

Het voorgenomen amendement is als gevolg van dit advies niet ingediend. Daaruit volgt dat de wijzigingen van de onderscheiden procedureregelingen voor de Raad van State voorgeschreven bij de artikelen 71 en 72 van het onderzochte ontwerp niet thuis horen in het genoemde ontwerp en dat de nadere regels inzake de inning van de rechten voor de Raad van State moeten worden opgenomen in een onderscheiden koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, zulks met toepassing van het nieuwe artikel 30, § 9, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

⁽³⁾ In de verantwoording van dit amendement is verwezen naar de omstandigheid dat het Wetboek der Zegelrechten eerlang zou worden afgeschaft en dat het door de Raad van State te innen recht een gemeen recht is dat zal worden geïnd via een retributie (zie de "memorie van toelichting" en de "motivering van de hoogdringendheid").

Artikel 73

In het eerste lid van de voorgenomen bepaling moet de uitdrukking "wordt ... aangerekend" telkens worden vervangen door de woorden "is ... verschuldigd".

Artikel 74

In plaats van "Dit recht wordt gekweten op de manieren omschreven in ..." schrijve men "Dit recht wordt voldaan volgens de regels bepaald in ...".

Artikel 82

Het zou beter zijn het woord "retributie" te vervangen door het woord "recht".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 83 en 91.

Artikelen 82 en 83

Er moet worden nagegaan of de besluiten waarnaar in die bepalingen verwezen wordt, niet eerlang zullen worden gewijzigd of opgeheven bij een eventueel besluit tot uitvoering van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens ⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Zie in dat verband advies 41.204/2/V, op 6 september 2006 verstrekt over een ontwerp van koninklijk besluit tot uitvoering van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens.

Artikel 98

1. Het ontworpen koninklijk besluit beoogt te voorzien in de uitvoering van de wet van ... tot omvorming van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen tot het Wetboek diverse rechten en taksen, tot opheffing van het Wetboek der zegelrechten en houdende verscheidene andere wetswijzigingen.

Toen de Raad van State om advies is gevraagd, te weten op 8 december 2006, bestond de wet die de rechtsgrond van het onderzochte ontwerp vormt, slechts in de fase van een ontwerp aangenomen door de Kamer van volksvertegenwoordigers en overgezonden aan de Senaat ⁽⁵⁾.

Uit de adviesaanvraag blijkt dat de Senaat zijn recht om dit ontwerp te evoceren niet heeft uitgeoefend ⁽⁶⁾.

Het om advies voorgelegde ontwerp kan dus niet worden aangenomen voordat de voornoemde wet is afgekondigd ⁽⁷⁾.

⁽⁵⁾ Zie Gedr. Stuk Kamer, zitting 2006-2007, DOC 51 2743/004.

⁽⁶⁾ In de adviesaanvraag staat daaromtrent te lezen :
"Deze wet werd op 30 november jl. in plenaire zitting van de Kamer van Volksvertegenwoordigers goedgekeurd (Kamer doc . 51 2743/001 e.v.) en ter evocatie verzonden aan de Senaat. Het ontwerp, waarvan de evocatietermijn verviel op 06 december jl., werd niet geëvoceerd."

⁽⁷⁾ Zie in dezelfde zin advies 37.831/2, op 22 december 2004 verstrekt omtrent een ontwerp dat is geworden het koninklijk besluit van 20 januari 2005 tot wijziging van het KB/WIB 92 inzake roerende voorheffing op inkomsten betaald of toegekend in uitvoering van zakelijke zekerheidsovereenkomsten en leningen met betrekking tot financiële instrumenten.

2. Onder voorbehoud van de opmerking hierboven moet artikel 98 als volgt worden gesteld :

"Art. 98. De wet tot omvorming van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen tot het Wetboek diverse rechten en taksen, tot opheffing van het Wetboek der zegelrechten en houdende verscheidene andere wetswijzigingen treedt in werking op 1 januari 2007.

Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2007, met uitzondering van de artikelen 66, 67, 68 en 70, die in werking treden op 1 februari 2007."

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr W. VOGEL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS